



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 53.215/2
du 13 mai 2013

advies 53.215/2
van 13 mei 2013

sur

over

un projet d'arrêté royal 'portant le règlement de la participation, par abonnement lié à une domiciliation européenne, aux loteries publiques organisées par la Loterie Nationale sous les appellations 'Lotto', 'Euro Millions' et 'Joker+', et modifiant l'arrêté royal du 14 juillet 2011 portant le règlement du Lotto et du Joker+, loteries publiques organisées par la Loterie Nationale et modifiant l'arrêté royal du 7 septembre 2004 fixant la forme et les modalités générales des loteries publiques 'Euro Millions' et 'Joker+' organisées par la Loterie Nationale'

een ontwerp van koninklijk besluit 'houdende het reglement van de deelneming, per abonnement verbonden aan een Europese domiciliëring, aan de door de Nationale Loterij georganiseerde openbare loterijen genaamd 'Lotto', 'Euro Millions' en 'Joker+', en tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 juli 2011 houdende het reglement van de Lotto en de Joker+, openbare loterijen georganiseerd door de Nationale Loterij en tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 september 2004 tot bepaling van de vorm en de algemene voorwaarden van de door de Nationale Loterij georganiseerde openbare loterijen 'Euro Millions' en 'Joker+'

Le 19 avril 2013, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre des Finances à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'portant le règlement de la participation, par abonnement lié à une domiciliation européenne, aux loteries publiques organisées par la Loterie Nationale sous les appellations 'Lotto', 'Euro Millions' et 'Joker+', et modifiant l'arrêté royal du 14 juillet 2011 portant le règlement du Lotto et du Joker+, loteries publiques organisées par la Loterie Nationale et modifiant l'arrêté royal du 7 septembre 2004 fixant la forme et les modalités générales des loteries publiques 'Euro Millions' et 'Joker+' organisées par la Loterie Nationale'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 13 mai 2013. La chambre était composée de Yves KREINS, président de chambre, Pierre VANDERNOOT et Martine BAGUET, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves DELVAL, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 13 mai 2013.

*

Op 19 april 2013 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Financiën verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'houdende het reglement van de deelneming, per abonnement verbonden aan een Europese domiciliëring, aan de door de Nationale Loterij georganiseerde openbare loterijen genaamd 'Lotto', 'Euro Millions' en 'Joker+', en tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 juli 2011 houdende het reglement van de Lotto en de Joker+, openbare loterijen georganiseerd door de Nationale Loterij en tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 september 2004 tot bepaling van de vorm en de algemene voorwaarden van de door de Nationale Loterij georganiseerde openbare loterijen 'Euro Millions' en 'Joker+'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 13 mei 2013. De kamer was samengesteld uit Yves KREINS, kamervoorzitter, Pierre VANDERNOOT en Martine BAGUET, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves DELVAL, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 13 mei 2013.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU PROJET

DISPOSITIF

Article 1^{er}

1. Afin de mieux identifier la loterie définie au 2°, il est suggéré d'insérer les mots « appelée Lotto » entre les mots « la loterie publique » et « organisée par la Loterie Nationale ».

La même observation vaut *mutatis mutandis* pour les définitions des mots « Joker + » et « Euro Millions ».

2. Le projet examiné concerne la loterie « Joker + » organisée conjointement au Lotto mais aussi le « Joker + » organisé conjointement à l'« Euro Millions ».

Il faut dès lors, dans la définition de cette loterie, au 3°, faire également référence à l'arrêté royal du 7 septembre 2004 'fixant la forme et les modalités générales des loteries publiques 'Euro Millions' et 'Joker+' organisées par la Loterie Nationale', qui prévoit l'organisation de celle-ci conjointement à l'« Euro Millions ».

3. Il est suggéré dans la définition, au 8°, du mot « abonné » d'omettre les mots « éventuellement » et « à titre complémentaire ». Il suffit, dans une définition, de nommer les loteries sans rappeler les règles de participation au « Joker+ ».

Article 2

1. Au 3°, le texte en projet précise la portée du mot « domiciliation » alors que l'article 1^{er}, 6°, le définit. L'auteur du projet veillera à une meilleure cohérence du texte en projet.

2. Le 4° serait plus correctement rédigé comme suit :

« 4° le paiement des lots s'effectue au moyen d'un versement sur le compte bancaire mentionné par l'abonné sur le mandat de domiciliation européenne ».

De même, l'article 13, alinéa 1^{er}, sera rédigé comme suit :

« [...], par versement sur le compte bancaire mentionné par l'abonné sur le mandat de domiciliation européenne [...] ».

Article 4

Dans la version française de l'alinéa 1^{er}, il y a lieu de remplacer les mots « en l'occurrence » par les mots « le cas échéant » comme dans la version néerlandaise.

La même observation vaut pour les articles 13, alinéa 2, 21, alinéa 1^{er}, 25, alinéa 2, et 26, alinéa 2.

Article 13

Dans la version néerlandaise on utilisera chaque fois le verbe « uitbetalen » au lieu du verbe « betalen ».

Article 26

1. Il est incohérent de prévoir que l'abonné peut préciser le mois à partir duquel il désire mettre fin à son abonnement et que cet abonnement prendra fin au plus tard le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de 32 jours prenant cours le jour de la réception de la demande de l'abonné de mettre fin à son abonnement.

La domiciliation étant définie par le projet par un renvoi à la loi du 10 décembre 2009 'relative aux services de paiement', il serait plus cohérent d'appliquer le régime général prévu par cette loi en ce qui concerne la date de fin de l'abonnement à la demande de l'abonné et plus particulièrement, en l'espèce, son article 42 ¹.

La disposition en projet doit être revue en conséquence.

2. L'alinéa 1^{er} prévoit que l'abonné communique sa volonté de mettre un terme à un abonnement « au moyen d'un envoi postal recommandé ou d'un recommandé électronique ».

¹ « L'utilisateur de services de paiement ne peut pas révoquer un ordre de paiement une fois qu'il a été reçu par le prestataire de services de paiement du payeur, sauf disposition contraire du présent article. Lorsque l'opération de paiement est initiée par ou via le bénéficiaire, le payeur ne peut pas révoquer l'ordre de paiement après avoir transmis l'ordre de paiement ou donné son consentement à l'exécution de l'opération de paiement au bénéficiaire. Toutefois, en cas de domiciliation et sans préjudice du droit au remboursement, le payeur peut révoquer l'ordre de paiement au plus tard à la fin du jour ouvrable précédant le jour convenu pour le débit des fonds. Dans le cas visé à l'article 40, § 2, l'utilisateur de services de paiement peut révoquer un ordre de paiement au plus tard à la fin du jour ouvrable précédant le jour convenu. Après expiration des délais visés aux alinéas 1^{er} à 4, l'ordre de paiement ne peut être révoqué que si l'utilisateur de services de paiement et son prestataire de services de paiement en ont convenus ainsi. Dans les cas visés aux alinéas 2 et 3, le consentement du bénéficiaire est également requis. Si le contrat-cadre le prévoit, le prestataire de services de paiement peut imputer des frais pour l'exercice de ce droit de révocation supplémentaire ».

La disposition législative insérant un paragraphe 6 à l'article 4 de la loi du 9 juillet 2001 'fixant certaines règles relatives au cadre juridique pour les signatures électroniques, le recommandé électronique et les services de certification', organisant l'envoi d'un recommandé électronique², a été abrogée par la loi du 31 mai 2011.

L'envoi d'un recommandé électronique n'étant actuellement plus organisé, il est conseillé d'écrire plutôt « au moyen d'un envoi recommandé ».

Article 36

Les articles 19 à 47 abrogés par le projet examiné forment un chapitre III intitulé « Participation par abonnement lié à une domiciliation bancaire ». Il est dès lors conseillé d'abroger ce chapitre plutôt que les articles qui le composent.

*

² Il s'agit de l'article 41 de la loi du 13 décembre 2010 'modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges et modifiant la loi du 9 juillet 2001 fixant certaines règles relatives au cadre juridique pour les signatures électroniques et les services de certification'.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

DISPOSITIEF

Artikel 1

1. Ten einde beter te omschrijven om welke loterij het gaat in onderdeel 2°, wordt voorgesteld om de woorden “Lotto genaamd” in te voegen tussen de woorden “de openbare loterij” en “georganiseerd door de Nationale Loterij”.

Dezelfde opmerking geldt *mutatis mutandis* voor de definities van de begrippen “Joker+” en “Euro Millions”.

2. Het thans voorliggende ontwerp betreft de loterij “Joker +” die tegelijkertijd met de Lotto georganiseerd wordt, maar ook de “Joker +” die samen met “Euro Millions” wordt georganiseerd.

In de definitie van die loterij in onderdeel 3° moet derhalve eveneens verwezen worden naar het koninklijk besluit van 7 september 2004 ‘tot bepaling van de vorm en de algemene voorwaarden van de door de Nationale Loterij georganiseerde openbare loterijen 'Euro Millions' en 'Joker+', dat regelt hoe die loterij samen met “Euro Millions” wordt georganiseerd.

3. Voorgesteld wordt om in de definitie van het woord “abonnee” in onderdeel 8° de woorden “eventueel” en “bijkomstig” te schrappen. Er kan mee worden volstaan om in een definitie de loterijen te noemen zonder opnieuw de regels voor deelname aan “Joker+” te vermelden.

Artikel 2

1. In onderdeel 3° van het ontwerp wordt de draagwijdte van het woord “domiciliëring” bepaald, terwijl dat begrip reeds gedefinieerd wordt in artikel 1, 6°. De steller van het ontwerp dient toe te zien op een betere samenhang van de ontworpen tekst.

2. Het zou correcter zijn onderdeel 4° als volgt te redigeren:

“4° de loten worden uitbetaald door storting van het bedrag op de bankrekening die door de abonnee is opgegeven op het Europees domiciliëringsmandaat”.

Zo ook schrijve men in artikel 13 van het ontwerp “[...] door storting van het desbetreffende bedrag op de bankrekening die door de abonnee is opgegeven op het Europees domiciliëringsmandaat [...]”.

Artikel 4

In de Franse versie van het eerste lid behoren de woorden “en l’occurrence” vervangen te worden door de woorden “le cas échéant”, naar analogie met de Nederlandse tekst.

Dezelfde opmerking geldt voor artikelen 13, tweede lid, 21, eerste lid, 25, tweede lid, en 26, tweede lid.

Artikel 13

In de Nederlandse tekst schrijve men telkens “uitbetalen” in plaats van “betalen”.

Artikel 26

1. Het is niet logisch enerzijds te bepalen dat de abonnee mag aangeven vanaf welke maand hij zijn abonnement wenst te beëindigen, en anderzijds dat dat abonnement uiterlijk een einde neemt op de eerste dag van de maand die volgt op het aflopen van een termijn van 32 dagen die een aanvang neemt op de dag van ontvangst van de aanvraag van de abonnee om zijn abonnement te beëindigen.

Aangezien domiciliëring in het ontwerp wordt gedefinieerd door een verwijzing naar de wet van 10 december 2009 ‘betreffende de betalingsdiensten’, zou het logischer zijn toepassing te maken van de algemene regeling die bepaald wordt in die wet wat betreft de datum van de beëindiging van het abonnement op verzoek van de abonnee, en *in casu* meer in het bijzonder van artikel 42¹ ervan.

¹ “De betalingsdienstgebruiker kan een betalingsopdracht niet herroepen zodra de betalingsdienstaanbieder van de betaler die heeft ontvangen, tenzij anders is bepaald in dit artikel. Wanneer de betalingstransactie door of via de begunstigde is geïnitieerd, kan de betaler de betalingsopdracht niet herroepen nadat hij de betalingsopdracht of zijn instemming met de uitvoering van de betalingstransactie aan de begunstigde heeft verstrekt. In het geval van een domiciliëring en onverminderd de rechten inzake terugbetaling kan de betaler de betalingsopdracht evenwel herroepen, ten laatste aan het einde van de werkdag die voorafgaat aan de overeengekomen dag waarop de betaalrekening wordt gedebiteerd. In het in artikel 40, § 2, bedoelde geval kan de betalingsdienstgebruiker een betalingsopdracht herroepen tot uiterlijk het einde van de werkdag die aan de overeengekomen dag voorafgaat. Na het verstrijken van de in het eerste tot vierde lid bedoelde termijnen kan de betalingsopdracht alleen worden herroepen indien zulks tussen de betalingsdienstgebruiker en zijn betalingsdienstaanbieder is overeengekomen. In het in tweede en derde lid bedoelde geval is ook het akkoord van de begunstigde vereist. Indien zulks in het raamcontract

De ontworpen bepaling behoort dienovereenkomstig te worden herzien.

2. In het eerste lid wordt bepaald dat de abonnee zijn wens om een abonnement stop te zetten meedeelt “met een [...] aangetekende postzending of een elektronisch aangetekende zending”.

De wetsbepaling waarbij een paragraaf 6 is ingevoegd in artikel 4 van de wet van 9 juli 2001 ‘houdende vaststelling van bepaalde regels in verband met het juridisch kader voor elektronische handtekeningen, de elektronisch aangetekende zending en certificatediensten’, welke paragraaf de elektronisch aangetekende zending regelt², is opgeheven bij de wet van 31 mei 2011.

Aangezien er voor de elektronisch aangetekende zending thans geen regeling bestaat, is het geraten om eerder te schrijven “met een aangetekende zending”.

Artikel 36

De door het thans voorliggende ontwerp opgeheven artikelen 19 tot 47 vormen een hoofdstuk III dat het volgende opschrift draagt: “Deelneming per abonnement verbonden aan een bancaire domiciliëring”. Het verdient derhalve aanbeveling om dat hoofdstuk op te heffen eerder dan de artikelen waaruit het bestaat.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Yves KREINS

is overeengekomen, mag de betalingsdientaanbieder voor de uitoefening van dit bijkomend herroepingsrecht kosten aanrekenen”.

² Het betreft artikel 41 van de wet van 13 december 2010 ‘tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector en tot wijziging van de wet van 9 juli 2001 houdende vaststelling van bepaalde regels in verband met het juridisch kader voor elektronische handtekeningen en certificatediensten’.